



DEPARTEMENT DE LA MAYENNE

COMMUNE DE OLIVET

ARRETE N°2026-21 du 22 MAI 2026

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement rue Principale

Le Maire de la commune de Olivet,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-1, L. 2213-4;
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie – Signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;
VU la demande présentée par l'association La Voix de Garage reçue le 06/05/2026 ;
CONSIDÉRANT que pour permettre l'exécution de la manifestation de **La Voix de Garage** en partenariat avec **le collège de Misedon**, et assurer la sécurité des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1

La circulation et le stationnement seront temporairement interdits sur la **Voie Communale RUE PRINCIPALE** dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable :

- **Vendredi 5 juin 2026 - 18h au samedi 6 juin 2026 - 02h00.**

ARTICLE 2

La déviation se fera par les rues de La Petite Forge et de l'Équirie.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire au droit et aux abords de la manifestation sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, et enlevée à la fin de la manifestation, par l'organisateur de la manifestation : l'association « La Voix de Garage », chargée de l'exécution du présent arrêté.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

ARTICLE 4

Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet, notifié à l'exploitant demandant l'autorisation et adressé en copie à la préfecture ainsi qu'aux services de police ou de gendarmerie concernés.

Fait à OLIVET, le 22/05/2026

Le Maire,
Éric MORAND

